

Le Rapport Régional sur l'emploi et la croissance en Afrique du Nord

“Présentation des principaux indicateurs Macroéconomiques, des
tendances du Marché du Travail et de l'impact de la COVID-19”

Préparé par:

Abdel-Rahmen El Lahga (Université de Tunis)

Sofiane Ghali (Université de Tunis)

Yamen Hlel (Institut National de la Statistique)

Date: Juin 2021





Croissance économique et les caractéristiques du marché du travail en Tunisie

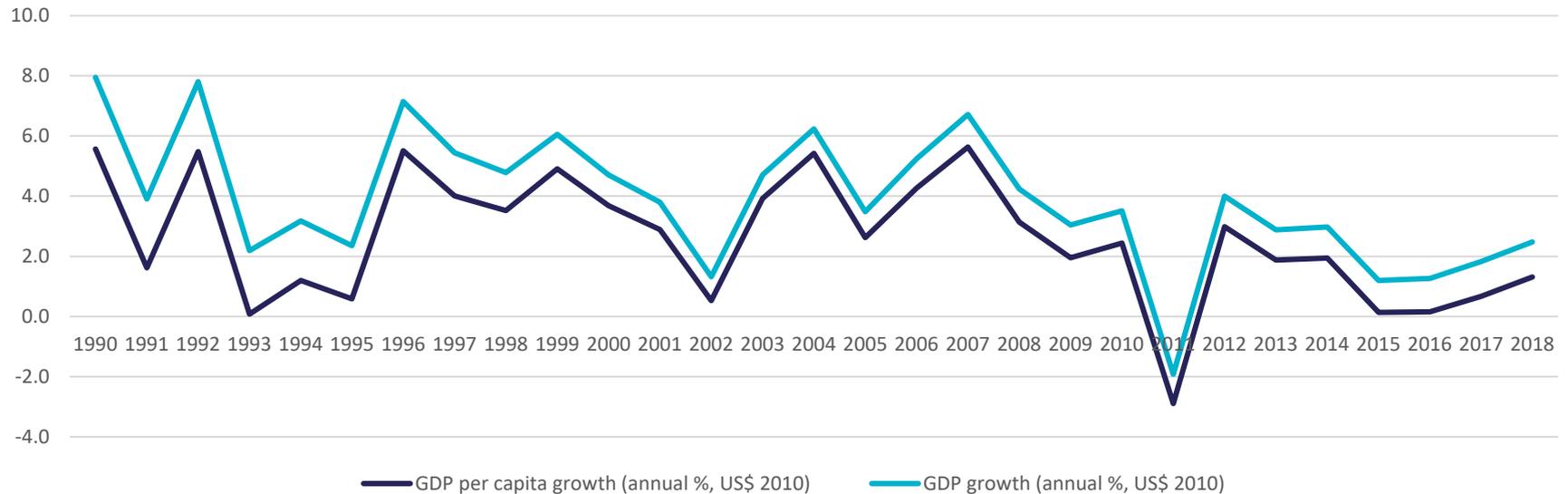


Contexte économique général



Les problèmes structurels de l'économie tunisienne ont été aggravés au cours de la dernière décennie par

- La transition politique difficile
- Le ralentissement de la croissance
- Détérioration du climat des affaires
- La récente crise de la COVID-19.

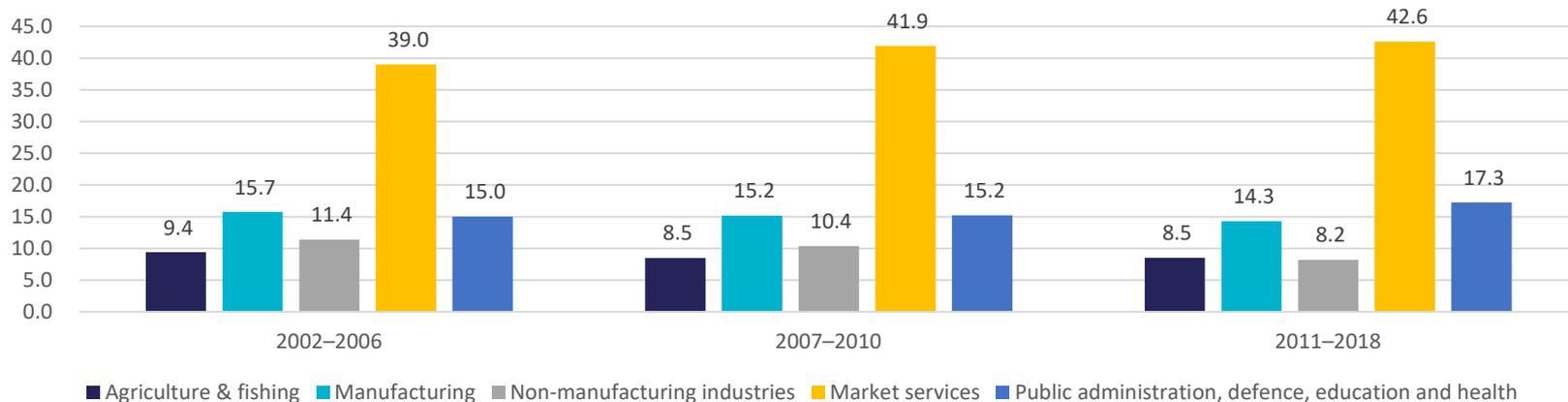


Composition relativement stable du PIB avec une baisse de la part de l'industrie



- La répartition de la valeur ajoutée par secteur montre que le secteur des services (marchands et non marchands) représente près de 60 % du PIB au cours de la dernière décennie.
- La part des industries non manufacturières a sensiblement diminué, en raison des troubles sociaux dans l'industrie du phosphate et le pétrole.
- La part de l'agriculture est restée relativement stable dans l'économie.
- Désindustrialisation et faible transformation structurelle de l'économie.

Composition du PIB par secteur (prix constants 2005):

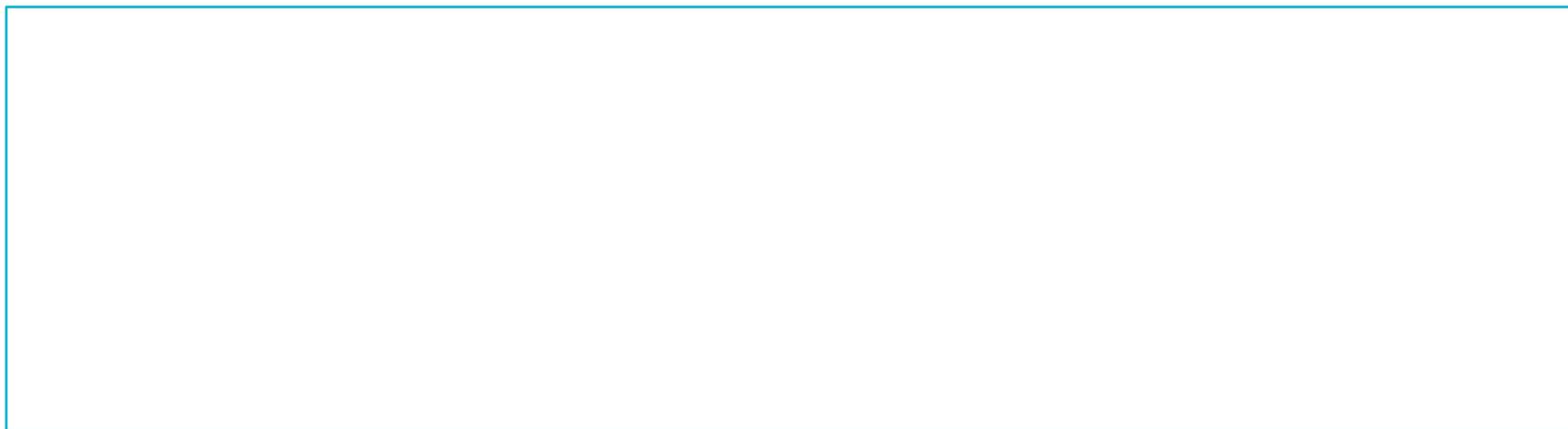


titre

- aa



Graph



Principaux facteurs explicatifs de ces mauvaises performances



- Mobilité difficile de la main d'œuvre entre les secteurs : réglementation complexe, faiblesse de politique de formation et réinsertion.
- Baisse significative de la productivité du travail (d'une moyenne de 2% en 2002-2010 à 0,7% en 2011-2018. Cette baisse a touché la quasi-totalité des secteurs à l'exception de l'agriculture.
- La faiblesse du taux d'investissement (public et privé) : réglementation excessive de l'économie difficultés récentes.
- Faible contribution du secteur financier au financement de l'économie : inefficacité du secteur et manque de concurrence.



Marché du travail

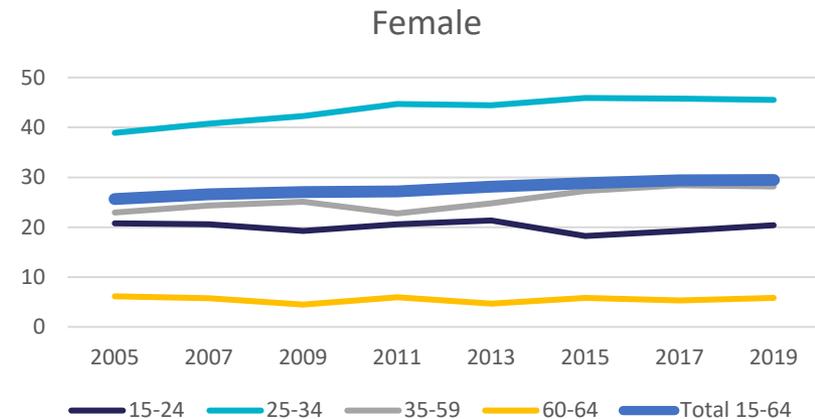
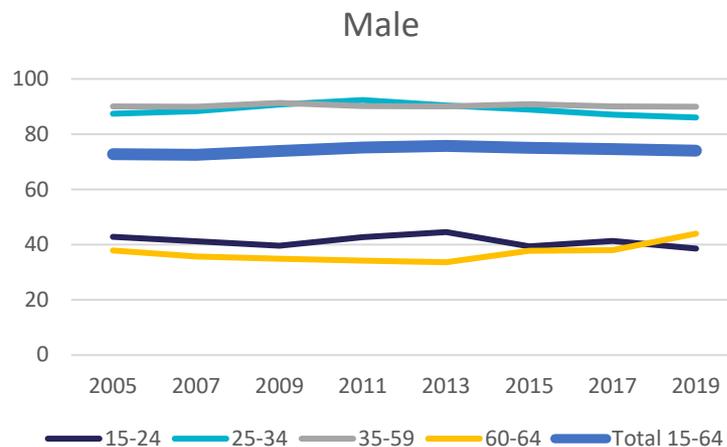
- Principales caractéristiques
- Principaux dysfonctionnement

Sous utilisation des Ressources Humaines



- Faible participation au marché de la population en âge de travail (52%)
- Très faible taux de participation des femmes (27%)
- Education et l'âge conditionnent fortement la participation des femmes: (i) salaire de réserve élevé pour les moins instruites, (ii) normes sociales, (iii) faible mobilité géographique, etc.
- Population des NEETS assez élevée.

Taux de participation au marché du travail

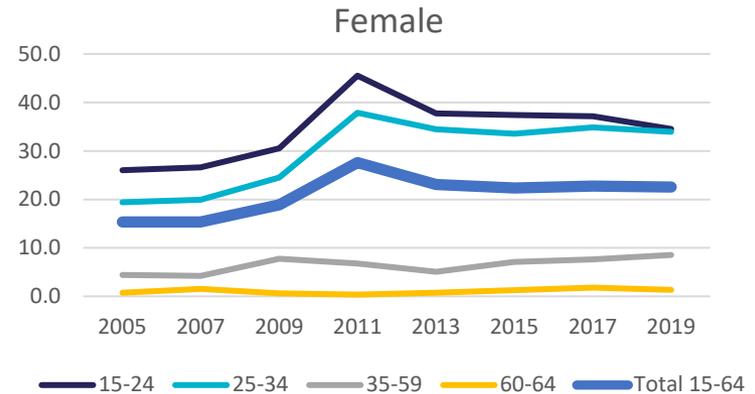
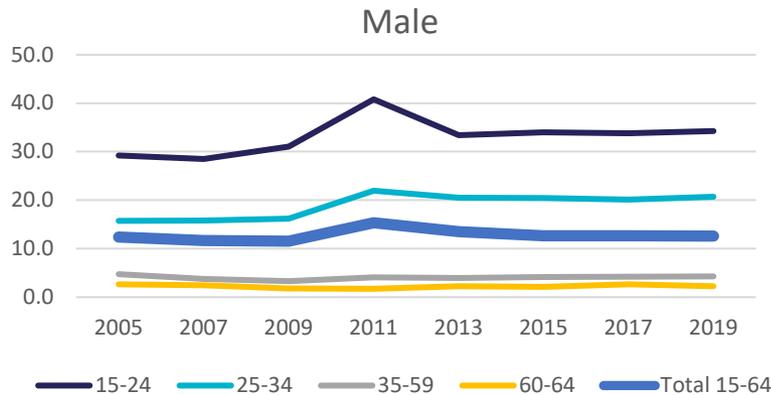


Chômage persistant qui touche des groupes vulnérables



- Taux de chômage qui stagne à des niveaux élevés (moyenne de 16%)
- Incapacité de l'économie de créer suffisamment d'emploi
- Taux de chômage qui touche particulièrement les jeunes et les femmes: difficile transition école-marché, faibles opportunités offertes particulièrement aux femmes.
- Population découragée : particulièrement les jeunes

Taux de chômage par genre et groupe d'âge

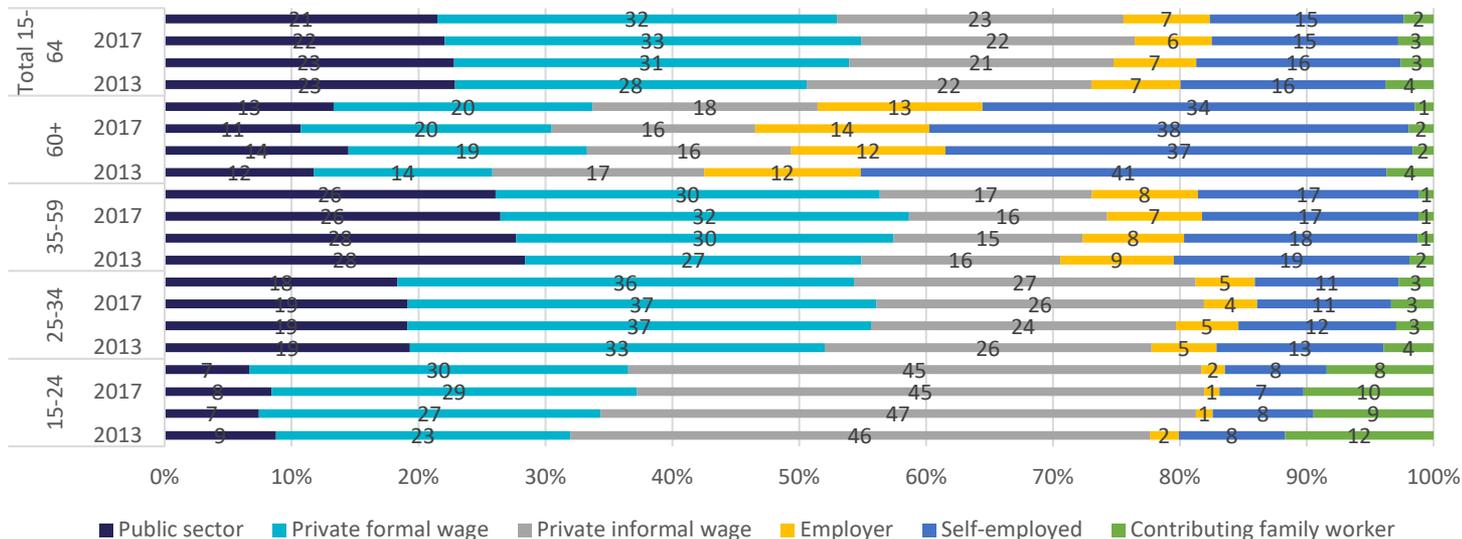


Proportion assez élevée des mauvais emplois.



- Globalement, la répartition de l'emploi par type n'a pas changé entre 2013 et 2019.
- Notons l'augmentation de 4 points de pourcentage de l'emploi formel dans le secteur privé, qui passe de 28 à 32 pour cent entre 2013 et 2019.
- Malgré l'amélioration observée de la part du travail informel, une proportion importante de travailleurs (23 pour cent) reste dans l'informalité.
- Concentration des mauvais emplois dans deux secteurs: Agriculture et construction.

Distribution des travailleurs par type d'emploi
Both genders

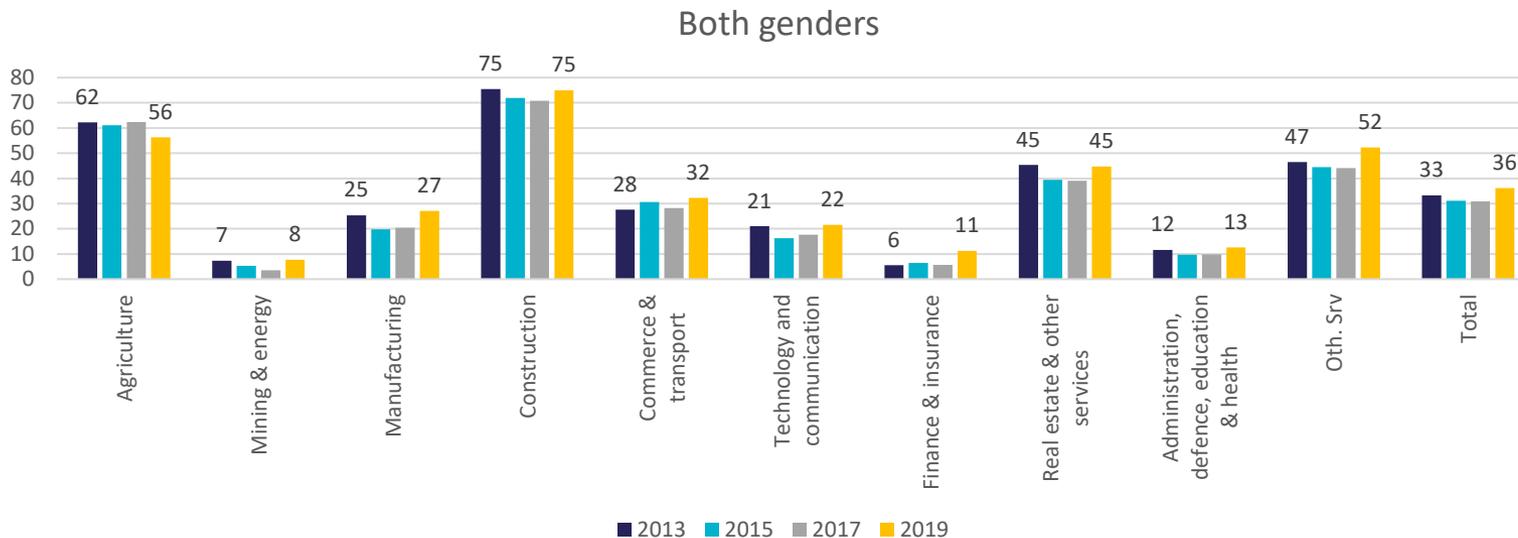


Précarité de l'emploi.



- Une autre mesure de la qualité de l'emploi: la précarité (peu discutée en général)
- Concentration des emplois précaires dans deux secteurs: Agriculture et construction.
- Résultats immédiat: les travailleurs pauvres sont dans les mêmes secteurs et dans les régions rurales.

Distribution des travailleurs par type d'emploi



Principales leçons de la crise COVID-19 : 1/2



- Il est difficile et quelque peu prématuré de tirer des leçons définitives de l'impact d'une pandémie qui est toujours en cours.
- Au niveau global, le taux de chômage au deuxième trimestre de 2020, en pleine période de pandémie, a atteint 18 %, soit une augmentation de 3 points de pourcentage de plus que le taux observé au cours des dernières années avant la pandémie
- Au troisième trimestre de 2020, le chômage a sensiblement baissé, à 16,2 %, mais est resté supérieur à la tendance récente. Il est raisonnable d'attribuer l'essentiel de l'augmentation du nombre de chômeurs à la pandémie, sans oublier les problèmes structurels de l'économie tunisienne .

Principales leçons de la crise COVID-19 : 2/2



- Au-delà de l'impact sur l'emploi, la pandémie a certainement eu un impact négatif sur le revenu des ménages, la pauvreté et l'inégalité. Kokas et al. (2020) montrent que la pauvreté augmenterait de 7 points de pourcentage d'ici l'année 2020. Les principaux secteurs perdant des emplois seraient l'industrie manufacturière, la construction et le tourisme.
- À un autre niveau, des enquêtes téléphoniques - comme l'enquête COVID-19 Middle East and North Africa (MENA) Monitor Survey, ou l'enquête téléphonique INS-International Finance Corporation (IFC) évaluant l'impact de COVID-19 sur le secteur privé - ont permis de dégager des enseignements :
- La crise du COVID-19 a certes aggravé et fait se détériorer les indicateurs du marché du travail, mais les problèmes structurels de la Tunisie sont beaucoup plus profonds et anciens. La crise a surtout mis en évidence la précarité des emplois et la faible capacité à identifier, atteindre et protéger les travailleurs.

Remarques finales



- Du côté de la demande, le principal résultat est que les différents secteurs de l'économie n'ont pas créé suffisamment d'emplois pour absorber la demande croissante, en particulier la cohorte de jeunes de plus en plus instruits du pays. Les secteurs les plus productifs, notamment la finance et le transport, ont connu une faible création d'emplois. On ne peut pas dire que l'économie tunisienne ait réussi sa mutation structurelle, comme en témoigne la part de la valeur ajoutée dans les différents secteurs primaires. Aussi, les statistiques de l'évolution de l'emploi montrent que la réallocation des emplois en Tunisie, notamment vers le secteur industriel, a été faible par rapport aux autres pays à revenus comparables (pour une analyse plus détaillée, voir El Lahga et al. 2016).
- La faible dynamique de la réallocation des emplois entrave l'amélioration de la productivité. À cela s'ajoute le fait que les secteurs d'activité sont dominés par des PME qui sont souvent incapables, pour diverses raisons liées au climat des affaires et à des pratiques peu compétitives, de créer des emplois.
- La résolution du problème du chômage en Tunisie doit reposer sur une approche multidimensionnelle. Les réformes doivent cibler le système éducatif, qui doit mieux répondre aux besoins actuels et futurs du marché et réduire le déficit de compétences. L'efficacité des politiques actives du marché du travail doit être évaluée afin d'améliorer la vitesse d'intégration des jeunes.
- Le climat des affaires et le cadre juridique régissant la concurrence devraient être revus afin d'éliminer tout obstacle à la croissance des entreprises et à leur accès aux opportunités économiques (barrières à l'entrée et accès au financement).
- Des investigations supplémentaires sont nécessaires pour identifier une stratégie de développement industriel solide et créatrice d'emplois décents. En effet, il conviendrait d'évaluer la stratégie poursuivie, qui se concentre sur le développement des PME qui peinent manifestement à croître et à créer suffisamment d'emplois de qualité.

*Merci pour votre
attention!*



Questions?!